

Le pacte d'excellence se fait désirer

ÉCOLE Les négociateurs se donnent jusqu'au 30 novembre pour aboutir

- ▶ Sur le contenu des réformes à mener dans l'école, le boulot est quasi terminé.
- ▶ Il reste à « séquencer » les chantiers et les agencer dans le temps. Pas simple.

Le groupe central, qui rassemble les principaux artisans du pacte d'excellence, s'est réuni à Waterloo, vendredi, samedi et dimanche.

Certains espéraient que ce séminaire offre aux syndicats, pouvoirs organisateurs et parents de rédiger ce troisième et dernier avis sur les réformes scolaires à engager. Les négociateurs ont bossé comme des fous – plus de 12 heures par jour. Mais le boulot n'est pas terminé. Le groupe central va se revoir ce jeudi en espérant boucler le 30 novembre.

Rappelons que, une fois ce troisième et dernier avis au net, chaque acteur retournera devant ses instances pour obtenir son aval. Ce n'est qu'à partir de ce moment-là que le politique pourra vraiment s'emparer du texte du groupe central et trancher.

Pourquoi les débats n'ont-ils pas abouti ? Il y a que le chantier est énorme (l'avis dépasse la centaine de pages et contient autant de propositions de réformes). Et l'échéancier reste à faire.

On le sait : toutes les réformes ne pourront pas démarrer en même temps. On n'a pas l'argent pour ça. Et le pacte suppose un travail législatif colossal impossible à mener d'un coup.

Si c'est le politique qui devra choisir (et décider quand on exécute quelle mesure...), les auteurs

du pacte veulent avoir leur mot à dire. Ils souhaitent donc mettre au point un « séquencage » des réformes. Pas simple du tout.

Le retour des savoirs

Le fait est que certaines réformes supposent que d'autres aient été menées auparavant. Aussi, il faut tenir compte du fait que si des mesures peuvent être décidées vite, elles mettront des années avant d'intégrer les réalités scolaires. Exemple : on compte remettre les « savoirs » à l'honneur, au lieu des « compétences », mais il faudra réécrire les programmes, ce qui demande du temps. Enfin, des réformes entreront en vigueur petit à petit. Ce sera le cas de l'allongement du tronc commun jusqu'à la 3^e secondaire incluse (au lieu de la 2^e secondaire), lequel tronc commun devra offrir une formation pluri-disciplinaire avec, à côté des branches classiques, davantage d'art, de sport, etc. La réforme devrait entrer en vigueur en suivant la progression année par année des élèves. Il faudra ainsi 12 ans avant que la réforme arrive en 3^e secondaire. Mais quand lancer cette réforme qui suppose, elle aussi, de réécrire les programmes ? Autre question : le tronc commun débouchera (en 4^e secondaire) sur le choix général/qualifiant. On veut le réformer, ce

qualifiant. Mais quand ? Maintenant ? Ou attend-on l'année où les élèves qui auront inauguré le tronc commun nouvelle formule arriveront en 4^e secondaire ? Voilà le genre de questions à vider, étant dit (c'est une difficulté de plus...) qu'il est exclu que le pacte entraîne la Communauté dans des dépenses qui auraient été sous-estimées.

Sur le fond des propositions, ça bouge peu par rapport au premier avis, dévoilé ici en avril. Le texte ici s'affine, là s'étoffe.

Mc Kinsey tenu à l'écart !

On notera que si le métier d'enseignant sera redéfini, et reprécisé, la charge horaire du prof n'augmentera pas. C'était un point très sensible pour les syndicats, mais un accord a été dégagé ce week-end.

On notera que ce séminaire à Waterloo s'est déroulé sans le consultant Mc Kinsey, qui participe depuis le début au pilotage du pacte. Les syndicats avaient fait savoir à Marie-Martine Schyns, la ministre de l'Éducation, qu'ils ne souhaitaient pas débattre en présence de ces « hommes de l'ombre » dont les « analyses ne correspondent pas toujours à la réalité scolaire » et qui « tordent les vérités dans le sens qui les arrange ». ■

PIERRE BOUILLON